



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 5 – 4 mars 2022

Sommaire

Actualité économique :

- Contexte européen : Pacte de Stabilité et de Croissance
- Environnement macro-économique : croissance / prix à la consommation / climat des affaires / exportations / pénurie de matériaux
- Politique budgétaire : solde budgétaire
- Politiques sociales : salaire minimum / marché du travail / postes vacants / baromètre de l'emploi / écart de rémunération

Actualité financière :

- Marché financiers : Xetra
- Régulation financière : "Data Act" / risques prudentiels
- Banques et assurances : Bundesbank / exposition Russie / HSH Nordbank / coûts des tempêtes / Munich Re

LE CHIFFRE À RETENIR

+5,1%

Variation de l'indice des prix à la consommation en février selon Destatis.

ACTUALITE ECONOMIQUE

Contexte européen

Dans un papier intitulé « Stabilité au lieu de sursollicitation de l'Etat », l'[IW Köln](#) appelle le gouvernement fédéral à revoir sa position prudente sur une réforme du **Pacte de Stabilité et de Croissance** (PSC). Les règles actuelles pousseraient certains Etats membres à une « consolidation trop rapide et néfaste pour la croissance », tout en décrédibilisant le rôle de la Commission européenne comme gardienne des traités. L'institut préconise un maintien de l'objectif de 60 % de PIB pour la dette et de 3 % de PIB pour le déficit, tout en autorisant un cap de

consolidation supérieur à 20 ans. En outre, l'objectif de déficit structurel devrait être remplacé par une règle de dépense de moyen terme.

Environnement macroéconomique

[Destatis](#) corrige à la hausse ses résultats pour la **croissance** du PIB allemand au quatrième trimestre 2021: -0,3 % (corrigé des effets calendaires et saisonniers, +1,8 % en glissement annuel), contre -0,7 % annoncé en janvier. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a ainsi cru de 2,9 %, soit 0,2 point de plus qu'admis auparavant. Le PIB reste 1,1 % en dessous de son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019).

Le [DIW](#) table sur une **croissance** du PIB allemand de 3,0 % cette année et de 2,9 % en 2023. Après un début d'année difficile, l'économie allemande devrait afficher une nette reprise dès le printemps, soutenue par une forte demande extérieure. De nouvelles vagues d'infection Covid-19 et la situation géopolitique constituent les principaux risques. L'inflation pourrait atteindre 3,8 %, avant de retomber à 1,5 % en 2023.

[Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +5,1 % en février (+0,9 % par rapport au mois précédent), après +4,9 % en janvier. La hausse des prix de l'énergie s'accélère nettement (22,5 % ; +2,0 points), tandis que celle de l'alimentation est plus modérée (5,3 %, +0,3 point). Selon un sondage de [l'ifo](#) effectué en février, 47,1 % des entreprises interrogées annoncent vouloir augmenter leurs prix sur les trois prochains mois (46,1 % en janvier). L'institut s'attend à une répercussion significative sur les prix à la consommation, renforcée par les conséquences de la crise en Ukraine sur les prix du gaz et du pétrole. Une inflation supérieure à 5 % sur l'ensemble de l'année est jugée probable.

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** enregistre une nette amélioration en février à 98,9 points, après 96,0 points en janvier. Tous les secteurs interrogés se disent plus satisfaits de leur situation actuelle. Un regain d'optimisme sur les perspectives à court terme est également observé, sauf dans la construction.

L'indicateur de [l'ifo](#) sur les attentes d'**exportations** se maintient à un niveau élevé en février, en atteignant 17,6 points, après 17,7 points en janvier. La majorité des secteurs s'attendent à une hausse significative de leurs exportations dans les mois qui viennent. La situation géopolitique en Ukraine pourrait cependant générer des incertitudes.

Selon un sondage de [l'ifo](#) effectué auprès d'entreprises industrielles, la **pénurie de matériaux** s'est à nouveau aggravée en février. 74,6 % des entreprises interrogées se disent impactées par des difficultés d'approvisionnement en matières premières, après 67,3 % en janvier. L'industrie automobile (89,0 %), de la construction mécanique (89,0 %) et des

équipements électroniques (88,2 %) font partie des secteurs les plus touchés.

Politique budgétaire

[Destatis](#) chiffre le **solde budgétaire** de l'Etat en 2021 à -132,5 Md€, soit 3,7 % du PIB ; le déficit s'est réduit de 12,8 Md€ par rapport à 2020. Les dépenses ont augmenté de 7,4 %, les recettes de 8,9 % (fiscales : +12,9 %). Le Bund enregistre le déficit le plus important (-143,3 Md€), tandis que les Länder (5,1 Md€), les communes (1,4 Md€) et les caisses de sécurité sociales (4,4 Md€) affichent de légers excédents, principalement grâce à d'importants transferts du Bund.

Politiques sociales

Le projet de revalorisation du **salaire minimum** légal à 12 € bruts de l'heure (prévue dans l'accord de coalition) a été adopté le 23 février en [conseil des ministres](#) du gouvernement fédéral. La hausse interviendra au 1^{er} octobre 2022 et représente une progression de 2,18 € par rapport au niveau actuel. Il s'agit d'une revalorisation exceptionnelle fixée par le gouvernement fédéral, après laquelle la commission de partenaires sociaux en charge du salaire minimum réendossera son rôle habituel.

Selon [l'agence fédérale du travail](#), l'évolution du **marché du travail** est restée positive en février. Le nombre de chômeurs inscrits a diminué de 34 000 par rapport à janvier (-33 000 après correction des variations saisonnières), soit une baisse de 476 000 en comparaison annuelle. Le taux de chômage (en définition nationale) perd 0,1 point pour s'établir à 5,3 % et 1,0 point par rapport à son niveau de février 2021. Le nombre de demandes de chômage partiel totalise 201 000, alors que le nombre de personnes percevant le chômage partiel était de 641 000 en décembre 2021 (dernière donnée disponible, après 574 000 en novembre). En outre, l'emploi a continué de progresser en janvier (+80 000 par rapport à décembre et +636 000 en glissement annuel) et a atteint 45,07 M de personnes.

Dans son enquête trimestrielle, [l'IAB](#) a comptabilisé 1,69 M de **postes vacants** au quatrième trimestre 2021, soit 303 000 de plus par rapport au troisième trimestre et 507 000 de plus

en glissement annuel. Il s'agit de la valeur la plus élevée depuis la création de l'enquête (1989).

Le **baromètre de l'emploi** de l'[ifo](#) gagne 1,8 point en février pour s'établir à 104,3 points. L'amélioration de la situation sanitaire pousse tous les secteurs (industrie, services, commerce, construction) à revoir à la hausse leur projets de recrutement.

Selon une analyse du [DIW](#), l'**écart de rémunération** entre hommes et femmes (*gender pay gap*) a diminué lentement mais continuellement entre 2010 et 2019, pour atteindre 18 %. L'institut note cependant de fortes disparités selon les âges : réduction de 15 % à 8 % chez les moins de 30 ans, mais maintien à un niveau supérieur à 20 % chez les plus de 40 ans. Cette dynamique s'expliquerait par l'influence encore prépondérante de la planification familiale sur le *gender pay gap*.

📊 ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

[Xetra](#) (Deutsche Börse) a stoppé le 1^{er} mars les transactions d'instruments basés sur les obligations russes, sur les titres individuels et les produits structurés basés sur ceux-ci.

Régulation financière

En réaction à la proposition de texte sur les données (« **Data Act** ») de la Commission européenne, qui accorderait aux entreprises et aux particuliers des droits supplémentaires en cas de partage de données avec des tiers, la [fédération bancaire allemande](#) exige un traitement équivalent pour les établissements de crédits. Ces derniers sont en effet dans l'obligation de livrer des données à des tiers, sans compensation financière, en application de PSD2.

La [BaFin](#) définit les **risques** qu'elle regardera cette année plus précisément : l'impact des taux bas, les éventuelles baisses sur le marché immobilier, les évolutions significatives sur les marchés financiers internationaux, l'augmentation du nombre de crédits défaillants, les risques cyber et une prévention insuffisante contre le blanchiment d'argent.

Banques et assurances

La **Bundesbank** ne versera aucun bénéfice au gouvernement fédéral pour la 2^e fois consécutive. La banque enregistre en effet en 2021 de nouveau un [résultat à l'équilibre](#) (contre +5,9 Md€ en 2019) en raison de la hausse des provisions pour risques liés à la pandémie. La taille de bilan de la Bundesbank a dépassé les 3 000 Md€ (+19 % par rapport à 2020) du fait principalement des achats de titres dans le cadre du programme PEPP.

Selon Barkow Consulting, les banques allemandes ont considérablement réduit leur **exposition à la Russie et à l'Ukraine** au cours de ces dernières années. Leur exposition totale à la Russie s'élèverait à 6 Md€, soit 1 % de leurs capitaux propres, et celle à l'Ukraine à 600 M€, soit 0,1 % de leurs capitaux propres. La Russie représenterait 0,2 % des actifs risqués de Deutsche Bank et 0,3 % de ceux de Commerzbank.

La structure de défaillance des Länder de Hambourg et du Schleswig-Holstein, qui a repris les actifs maritimes de l'ancienne Landesbank **HSH Nordbank** privatisée en 2018, a vendu un portefeuille de financement de 56 navires à un consortium formé par Bank of America et le fonds d'investissement américain Davidson Kempner. Un bénéfice ayant été réalisé sur cette cession, les fonds propres de la «bad bank» devraient s'élever à 500 M€ lors de sa liquidation en 2023. Celle-ci devrait encore céder cette année les 18 derniers autres prêts maritimes qu'elle détient encore. La ministre des Finances du Schleswig-Holstein chiffre à 9,5 Md€ le coût total de HSH Nordbank pour le contribuable.

Les **tempêtes «Ylenia», «Zeynep» et «Antonia»**, qui ont atteint l'Allemagne mi-février, ont causé des dommages sur les bâtiments évalués à 1,25 Md€ et à 125 M€ sur les véhicules. La

fédération des assurances précise que plus de 90 % des habitations/bâtiments sont couverts en Allemagne contre les dommages dus à une tempête.

Le réassureur **Munich Re** a réalisé en 2021 un bénéfice net de 2,9 Md€, soit plus de deux fois supérieur à celui de 2020 (1,21 Md€) qui avait été fortement grevé, notamment, par l'annulation de nombreux grands événements (jeux olympiques de Tokyo par ex.). Les primes brutes émises ont augmenté de 8,5 % pour atteindre 59,6 Md€. Il compte verser un dividende de 11 € / action (9,80 € en 2021).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international